

afin de stimuler la production. Je suis en faveur de cette façon de procéder. Mais ce qu'on a fait n'est pas suffisant et on n'a pas tenu compte de la demande de plus en plus grande de la part du consommateur et qui est manifeste au moins depuis la première année de la guerre. Il est vrai qu'on a fait miroiter devant le producteur de crème l'appât des subsides, mais ceux-ci ont été accordés au petit bonheur et ont été versés sans tenir compte du rapport qui existait entre les prix de la crème et ceux d'autres articles de consommation, tels que le fromage, le lait évaporé et celui qui est consommé à l'état naturel. En outre, pour ce qui est de l'an dernier du moins, le cultivateur a appris la nouvelle de ces subsides alors qu'il avait arrêté son programme pour l'année. Je dis au Gouvernement que le subside du beurre n'est pas suffisant, que l'Etat devrait annoncer au début de l'année, dès maintenant, le programme qu'il entend suivre au sujet de ces subsides et de ses besoins, et ne pas attendre plus tard, alors que les producteurs de lait peuvent difficilement, si même ils le peuvent, répondre à ce qu'on attend d'eux.

On ne peut séparer cette question de la production du beurre de celle des besoins en huiles et en matières grasses sur lesquels un service d'Etat a déjà insisté. Plus que toute autre activité, l'agriculture revêt un caractère national, étant donné qu'elle s'exerce,—et nous sommes fortunés sous ce rapport,—dans chacune des provinces. Avec une abondance de fourrage et nos troupeaux demeurant ce qu'ils sont, il ne devrait pas y avoir pénurie de beurre au Canada. Le ministre mettra peut-être en doute le bien-fondé de mon énoncé. D'aucuns s'imaginent, d'après les rumeurs qu'ils entendent, que les cultivateurs tuent un grand nombre de leurs bovins parce qu'ils n'ont pas les ouvriers nécessaires pour s'occuper de leurs troupeaux, qu'ils manquent des trayeuses mécaniques nécessaires ou des pièces de rechange qu'exigent ces dernières, et le reste. Mais j'ai assez confiance dans nos producteurs canadiens pour croire qu'ils sauront trouver le moyen d'obtenir du lait et de le transformer en beurre, pourvu que nous sachions, nous, trouver le moyen de leur assurer la parité des prix et la juste récompense des connaissances et de l'énergie qu'ils emploient à la production du beurre sur leurs fermes. Nous devrions disposer d'un certain surplus, lequel nous pourrions, soit directement ou par l'entremise de nos voisins du Sud, faire parvenir aux pays qui manquent totalement d'huiles et de matières grasses.

J'aborde maintenant un autre point, et j'en profite pour féliciter un ou deux ministères des mesures qu'ils prennent pour prévenir le gaspillage d'huiles et matières grasses non

comestibles au Canada. Il s'en commettait considérablement depuis des années. J'en parle pour encourager ceux qui cherchent à diminuer ce gaspillage, et aussi dans l'intérêt de l'économie nationale. Quiconque se reporterait aux *Débats* des années 1936, 1937 et 1938, et surtout aux délibérations de la Commission du tarif, séances des 9, 10 et 11 décembre 1936, verrait que nous avons gaspillé annuellement jusqu'à 50 millions de livres de matières grasses et de graisses. Le service de récupération des Services nationaux de guerre, l'administrateur des huiles et matières grasses du Canada, madame Phyllis G. Turner et M. Laferle, des organismes des Services nationaux de guerre, ont accompli un travail admirable dans ce sens. J'ose croire qu'ils ont sauvé à l'économie canadienne près de 20 millions de livres par année des matières grasses qui se gaspillaient jusqu'ici. Dans ce domaine, les femmes canadiennes et nos municipalités accomplissent des merveilles, dans l'ordre économique, par leur travail bénévole. D'autres améliorations sensibles peuvent être effectuées en matière de récupération, et j'invite tous les intéressés à ne pas ménager leurs efforts. Cent livres de cette denrée donnent de dix à treize livres de glycérine; une récupération annuelle de 30 millions de livres produirait 3 millions de livres de glycérine. Cette quantité de glycérine, convertie en explosifs, ferait sauter la capitale et secouerait toute la vallée de l'Ottawa. Je voudrais impressionner même Kingsmere. Je constate que le premier ministre s'inquiète. Cette déclaration vise à encourager les femmes patriotes qui s'emploient comme volontaires à la conservation de ces matières; à encourager les services de nettoyage de nos villes et cités et tous ceux qui contribuent à cet important travail du ministère des Services nationaux de guerre.

Nous avons un autre moyen d'accroître notre production de matières grasses comestibles si le gouvernement hausse le poids maximum prévu pour les porcs avant l'abatage, et assure au producteur le prix maximum même si les porcs sont lourds. Il n'y a pas en effet de méthode plus facile d'obtenir des matières grasses que l'élevage des porcs. L'octroi du prix maximum pour les porcs mis sur le marché à un poids supérieur à celui d'avant la guerre est un premier pas du gouvernement dans cette voie. C'est une opinion courante chez tous ceux qui connaissent ce commerce que les dernières vingt livres ajoutées au porc sont les plus économiques et les plus rapides, sans mentionner l'avantage d'une plus grande consommation de grains mélangés. Ce serait un moyen d'utiliser le surplus de notre grain et la production de porcs plus lourds augmenterait la quantité